

PRÉSENTATION – CAAAQ

Mai 2007

Brigitte Pelletier et Jacques Dionne

23, Rang 5

Saint-Onésime (Québec) G0R 3W0

Tél. : (418) 856-3563

Télec. : (418) 856-3563

La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire arrive à La Pocatière. Avons-nous le goût de nous investir une fois de plus dans un autre processus de réflexion? Encore une fois : où et pourquoi? C'est comme élever des enfants, il faut leur répéter la même chose sans cesse jusqu'à ce qu'ils soient grands. Il nous semble donc évident, tout comme être parent, qu'il faut adapter notre discours et revoir si nous faisons nos devoirs correctement au fur et à mesure que les années et les défis défilent devant nous.

Établis depuis 1990 sur une ferme familiale plus vieille que la municipalité, en aucun temps nous n'avons ménagé les énergies pour améliorer notre qualité de vie et l'environnement. En tant que producteurs laitiers, porcins, forestiers et acéricoles, nous posons des gestes concrets pour protéger le milieu de vie dans lequel nous vivons. La Terre, nous nous devons de la nourrir correctement afin de la préserver pour les générations futures. Cette Terre ne nous appartient pas, nous la partageons avec ceux qui viendront après nous. Nous en sommes les gardiens. Comme St-Exupéry : « Nous n'héritons pas de la Terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants.»

Depuis l'acquisition, nous avons instauré plusieurs mesures afin d'assurer une pérennité des ressources en étant avant-gardistes : rigoles évasées, empierrement des sorties de drains, mise en place de paliers de roches dans des cours d'eau à fort débit au printemps, drainage parcellaire, travail minimum du sol, retrait des animaux (vaches) des cours d'eau, trémie humide, ventilation naturelle, surface semi-lattée pour les porcs, bandes riveraines boisées aménagées, stabilisation des berges de la rivière, implantation de haies brise-vent avec introduction de PFNL, plantation de 15 000 arbres dont 800 érables, utilisation de rampes basses lors des épandages...

De plus, nous avons pris le temps et l'argent pour quantifier et qualifier nos actions par le biais du groupe conseil dans l'élaboration annuelle d'un PAEF avec le bilan phosphore et d'un PAA (plan d'accompagnement agroenvironnement), et ce, depuis 10 ans, soit depuis la construction d'une porcherie pour l'engraissement de 800 porcs en rotation.

Savez-vous que de 1997 à 2006, près de 11 000 exploitations agricoles ont bénéficié des services offerts par les clubs conseils en agroenvironnement afin d'adopter des pratiques agricoles durables? Nous, agriculteurs, agricultrices, travaillons à l'amélioration de la santé des sols et de la qualité de l'eau. De plus, nous embellissons les paysages ruraux en plantant des arbres, en introduisant de nouvelles cultures et en aménageant et/ou protégeant des habitats, contribuant ainsi au maintien de la biodiversité en milieu agricole. Il y a un prix, un coût à tout cela et nous sommes bien conscients des bienfaits face à l'environnement pour permettre une meilleure cohabitation. Une haie brise-vent sur 2 km, c'est bien beau, mais après, il faut tailler les arbres et remplacer ceux qui sont morts. Cela demande temps et énergie. Il faut être convaincu de son utilité.

Est-ce que la population et les différents comités oeuvrant dans les communautés en font autant? Je reformule ma question autrement. Est-ce que chaque individu se préoccupe de son environnement comme nous? C'est-à-dire s'asseoir autour d'une table, réfléchir et se poser la question : qu'est-ce que je peux faire en tant qu'individu pour améliorer la protection de l'environnement et contribuer au développement durable? Pour notre part, nous avons sorti la sècheuse et le lave-vaisselle de la maison. C'est ce que chacun de nous doit se poser comme question afin de préserver notre belle planète. La réponse est simple. On adopte un RCI sévère à la MRC qui établit des normes très restrictives visant à contrer le développement porcine, et même plus, la consolidation des entreprises existantes. L'agriculture au Kamouraska est un moteur économique important, ne l'oublions pas. Une (1) personne sur treize (13) dépend de l'agriculture. Autre fait, il y a deux ans débutait le ramassage obligatoire des boues de fosses septiques (excellente initiative) avec prise de constat à chaque installation (type de fosse, dimension, avec ou sans champs d'épuration). Deux ans se sont écoulés et peu de suivi de la part de la municipalité envers les non conformes qui furent pourtant très bien identifiés.

Je ne veux pas faire de procès mais juste illustrer le principe d'iniquité dans l'application de la loi. Nous, aux yeux de certains citoyens, sommes coupables de polluer. De

quelles manières? Combien? Où? Quand? Il y a peu de réponses mais beaucoup de sous-entendus.

À titre d'exemple d'une loi bien définie, lorsqu'on se fait arrêter sur la route par un agent de la sécurité routière, celui-ci émet le constat d'infraction au nom du gouvernement et vous payez au ministère du Revenu du Québec le montant mentionné. Tout le monde sait à quoi s'en tenir. Pour le ministère de l'Environnement, il en va autrement. Il ne fonctionne que par plainte. Quelle belle cohabitation!

Notre proposition est donc celle-ci : que l'on définisse clairement la manière de bien faire en matière de protection de l'environnement et du développement durable. Que l'on mandate des gens qualifiés (police de l'environnement) à suivre correctement les producteurs et émettre des certificats de conformité ou non, s'il y a lieu. Présentement, le ministère de l'Environnement rend visite aux producteurs uniquement lors de plaintes de citoyens. Dernièrement, sans aucun préavis, j'ai eu la visite du MAPAQ à ma ferme laitière. Visite biannuelle à des fins d'inspection : température de l'eau, température du lait dans le bassin, etc. À la fin de la visite, un rapport m'a été remis avec la description de leur observations et constats. La même chose devrait être faite avec le ministère de l'Environnement. C'est-à-dire des visites périodiques, toujours sans préavis, pour rencontrer tous les producteurs et ainsi mieux connaître leur situation agroenvironnementale et être en mesure d'apporter des améliorations s'il y a lieu. Cela permettrait une meilleure transparence aux yeux de la société et éviterait des frustrations, des tiraillements, des luttes fratricides. Que le gouvernement joue donc son vrai rôle, celui de protéger et d'assurer la sécurité des gens, c'est-à-dire de « porter ses culottes » en matière d'environnement. Pour bien des gens, le ministère de l'Environnement est un jeune ministère. Les balises y sont plus ou moins claires. Comme collectivité, nous sommes tous soucieux de l'avenir de l'environnement et de son impact sur la vie de tous les jours. Il est donc grand temps que le gouvernement définisse clairement les lois auxquelles nous devons nous conformer. Qu'il les applique pour tous et non pas seulement aux producteurs porcins et laitiers, par souci d'équité.

Nous irions même plus loin en demandant une reconnaissance officielle du gouvernement ou des élus municipaux des producteurs avant-gardistes en matière de protection de l'environnement. Cela peut se faire soit par le biais de crédits de carbone, soit de crédits de phosphore, comme c'est le cas en Ontario avec la rivière des nations du sud. Que l'on redonne à l'agriculture bien faite la vraie contribution qu'elle procure aux gens.

Produits versus vente

La demande pour les produits de qualité répondant à des standards élevés est à la hausse. Soucieux de vouloir satisfaire à la demande, nous nous devons de leur fournir ces produits afin de conserver notre part de marché. Cependant, les coûts supplémentaires occasionnés par la production de ces biens ne sont pas encore reconnus afin d'être inclus dans les prix de vente. Les normes pour produire certains produits ne sont pas les mêmes à l'étranger.

Hypothèse 1 : Que l'on demande à ce que les produits qui entrent au Canada répondent aux mêmes normes qui sont imposées aux producteurs canadiens (Carbadox interdit au Canada mais utilisé chez nos voisins du sud).

Hypothèse 2 : Rendre obligatoire l'inscription sur le contenant des aliments la présence d'herbicides ou de pesticides et de manière facile à comprendre pour le consommateur. De même, il faut indiquer clairement sur le produit sa provenance et non pas seulement le lieu d'emballage.

De cette manière le consommateur fera un choix éclairé lors de ses achats. On a qu'à citer le porc américain élevé avec du Carbadox alors qu'au Canada, depuis plus de 10 ans cela est interdit. Actuellement, ce porc se retrouve dans nos supermarchés à grande échelle.

Le but premier est d'abord de s'assurer que les gens se nourrissent avec des produits sains, économiquement et socialement corrects.

Relève agricole :

Dès leurs premiers pas, nos enfants nous suivent et nous aident dans l'accomplissement des différentes tâches journalières. Ils apprennent vite à développer un esprit d'ouverture, de critique et de débrouillardise, mais qu'advient-il de leur séjour dans nos écoles où ils sont confrontés avec une toute autre réalité? Un professeur d'écologie qui leur donne comme sujet d'examen un schéma sur lequel on retrouve une vache, une flèche indiquant une bouse de vache et en dessous le mot « pollution » alors que nous leur avons enseigné que c'était de l'engrais vert! Cet automne à l'ITA, un professeur a déclaré à ses élèves que les fosses à lisier n'auraient jamais dû exister alors que nous leur avons enseigné que c'était pour arrêter les écoulements dans le ruisseau au printemps lors de la fonte des neiges. Une professeure de sciences physiques au CSA a affirmé que les méga porcheries polluent. Alors mon fils lui a demandé c'est quoi méga? Il a poursuivi en lui demandant si 800 porcs étaient beaucoup? Elle lui a répondu « non » et à compléter sa réponse en disant qu'elle ignorait en réalité la taille (nombre de porcs) d'une porcherie qu'on pourrait qualifier de méga... Avec tout ce qui est véhiculé autour d'eux, nos enfants ne se sentent pas obliger de préserver notre environnement avec autant d'intérêt que nous. Ils ont l'impression, et avec raison d'ailleurs, que tous les efforts que nous déployons ne sont pas reconnus par nos pairs.